

UNION EUROPEENNE - TURQUIE : L'ACCORD DE LA HONTE !

*Le rejet des migrants par l'Union Européenne
est un crime contre l'humanité.*

Plus de 22000 morts en Méditerranée

3419 migrantes et migrants morts en Méditerranée en 2014, 300 dans la seconde semaine de février 2015 au large de Lampedusa; s'y sont ajoutés 400 disparus le deuxième week-end d'avril, 40 nouveaux morts mercredi dernier et 700 ce week-end. Tel est le dramatique bilan de la politique de fermeture des frontières menée par l'Union européenne, transformée en forteresse, de Ceuta et Melilla en face de Gibraltar au fleuve Evros en Grèce du Nord.

Calais : impasse des réfugiés en France

La France n'échappe pas à cette politique d'érection de murs contre les migrants. Non pas en Méditerranée, mais à Calais, où tous les campements de migrants viennent d'être évacués pour être réunis loin de tout, dans un "bidonville d'Etat". Elle se comporte comme la Turquie, elle accepte contre de l'argent de bloquer face à l'Angleterre près de 10.000 réfugiés (6.000 à Calais, 3.000 à Grande-Synthe, ...) Ceux-ci se retrouvent dans un goulot d'étranglement, traités comme des animaux dans ces camps immondes où la violence s'étend et où la terreur règne : passeurs, mafia, viols, prostitution, racket (lire à ce sujet Bienvenue à Calais, Les raisons de la Colère de M. F. Colombani édité chez Actes Sud, ou le reportage de O.Pain, photographe de Tours, dans TMV du 02 mars 2016). Un récent rapport de Human Rights Watch (HRW) a dénoncé les conditions de survie imposées à ces migrants qui attendent soit une opportunité de passer clandestinement en Angleterre, soit l'incertain résultat d'une demande d'asile déposée en France : au dénuement total dans une situation d'extrême précarité s'ajoutent répression et exactions policières, entre passages à tabac et attaques au gaz lacrymogène. Dans la li

gne de la multiplication des évacuations visant les Roms, trois squats ont été successivement vidés et fermés en juin 2014. Et début avril, c'est l'ensemble des campements de fortune qui a été évacué pour réunir les migrants sur une ancienne décharge, hors de la ville. Depuis l'été dernier les associations de soutien aux migrants actives à Calais n'ont fait qu'appeler l'attention des autorités politiques et du public sur les conditions d'insoutenable insalubrité et de promiscuité inadmissible régnant dans ces aléatoires campements de fortune : pas d'adduction d'eau digne de ce nom, pas de sanitaires, pas d'élimination des déchets, pas de possibilité de chauffer des aliments si ce n'est sur des foyers de fortune alimentés par des matériaux souvent toxiques, pas de nourriture régulière, pas de service sanitaire. Avec le dénuement matériel se combinent la détresse morale entraînée par la perspective incertaine d'une traversée pour le moins risquée, les contrôles policiers, les menaces d'expulsion, les pressions exercées par les passeurs, les inévitables conflits, les violences policières dénoncées par HRW. S'y ajoutent les expériences traumatisantes que l'on peut s'imaginer dans le passage de la Méditerranée et au cours de la traversée de l'Europe. Aux Afghans et aux Irakiens ont maintenant succédé Soudanais, Erythréens et Syriens, dont les pays de l'Union européenne n'acceptent que des contingents extrêmement restreints alors que le Liban accueille plus d'un million de réfugiés. Migrants "illégaux" sans doute, mais dont le seul crime est d'avoir fui des situations de guerre ou de répression extrêmes; pour la plupart donc des réfugiés au sens internationalement reconnu.

Que fait le gouvernement français?

Si en novembre dernier, à l'occasion d'une visite sur place, le ministre de l'Intérieur Bernard Caz

neuve a promis la création d'un centre d'accueil limité à la journée et n'offrant que 400 places, en septembre il avait obtenu de son homologue britannique, Teresa May, un montant de 15 millions d'euros. Objectif principal : l'installation et le contrôle d'une barrière de sécurité interdisant aux migrants tout accès au port de Calais. En parallèle, il a encouragé, aux frontières méridionales de l'Union européenne, le passage de l'opération Mare Nostrum à l'opération Triton. Face à l'appui réel apporté cet été par les Italiens aux migrants en détresse dans leur traversée de la Méditerranée, il a donc soutenu une nouvelle opération répressive est directement responsable des nouvelles disparitions de migrants enregistrées dès février au large des côtes italiennes.

Connivence avec l'expansion du pouvoir économique, financier et militaire occidental

Ainsi la politique locale d'intimidation, de répression et d'expulsion des migrants conduite à Calais n'est que l'une des pièces de la politique menée par l'Union européenne pour fermer ses frontières à toute forme de migration, à moins qu'elle ne soit "choisie". L'Union européenne exclut que les victimes de sa politique de connivence avec l'expansion du pouvoir économique, financier et militaire occidental s'adressent à elle : elle leur oppose une politique des murs et des camps de rétention, devenus pour certains de véritables camps de

concentration. Désormais, par la stratégie concertée d'érection de murs physiques et de contrôles policiers autant à Calais qu'aux frontières méridionales de l'Europe, avec les conséquences destructrices de vies humaines qu'impliquent ces barrières, on s'approche de la définition officielle d'un crime contre l'humanité, soit "la violation délibérée et ignominieuse des droits fondamentaux d'un individu ou d'un groupe d'individus inspirée par des motifs politiques, philosophiques, raciaux ou religieux"; et ceci par une action politique délibérée. Rappelons qu'au-delà de l'extermination, de la réduction en esclavage, de la prostitution forcée ou de la persécution d'un groupe, l'article 7 du Statut de Rome de la Cour pénale internationale (17.07.1998) désigne aussi comme crime contre l'humanité "les autres actes inhumains [...] causant de grandes souffrances ou des atteintes graves à l'intégrité physique ou à la santé physique ou mentale". En raison de la politique organisée de rejet des migrants et des migrantes menée par l'Union européenne, le nombre des morts en Méditerranée depuis le tournant du siècle dépasse désormais les 22000. Ne faut-il pas dénoncer un crime contre l'humanité tel que le définissent les conventions internationales que la France a signées?

*Claude Calamé, Directeur d'études,
Ecole des hautes études en sciences sociales (Paris),
et professeur honoraire à l'Université de Lausanne
18 avril 2016*

Déportation de masse des réfugiés vers la Turquie

L'accord du 18 mars 2016 entre l'Union Européenne et la Turquie : une marchandisation des réfugiés.

Dans un silence médiatique et politique assourdissant, les premiers bateaux transportant plusieurs centaines de réfugiés ont commencé la mise en pratique de la plus importante déportation de masse en Europe occidentale depuis la seconde guerre mondiale. Il s'agit ni plus ni moins que d'un nouveau crime historique de l'Union Européenne. Que celui-ci soit légal (en vertu de l'accord signé avec la Turquie) ne change bien entendu rien à son caractère violent et attentatoire aux droits humains. Nous avons affaire ici à un nouveau palier de "l'ensauvagement" de l'Europe riche.... Aux portes de cette Europe se multiplient et se multiplieront les camps financés par l'Union Européenne. Comment penser qu'une Turquie qui accueille déjà 3 millions de réfugiés puisse en accueillir des dizaines de milliers supplémentaires dans des conditions dignes ? La vérité crue s'impose : l'accueil sera inévitablement une détention de masse dans des camps sous surveillance militaire. Les victimes des guerres et des pillages qui profitent aux puissants sont ainsi transformées en coupables à surveiller et à enfermer. Les camps de la honte font désormais partie du paysage légal de la grande Europe. Une construction médiatique de l'indifférence publique A peine 6 mois après la publication dans le monde entier de

la photo du petit Aylan Kurdi, un enfant syrien de 3 ans échoué sur la plage de Bodrum, l'accord de la honte est signé dans une indifférence générale. Entre temps les grands média de masse* ont conditionné l'opinion construisant un climat anxigène à propos des réfugiés sous la forme de l'invasion, de la menace d'une infiltration terroriste et de l'agression sexuelle dans une société vieillissante taraudée par l'inquiétude pour l'avenir et la fragilisation sociale du fait des politiques d'austérité. Cette approche médiatique n'est pas nouvelle, elle ne peut avoir comme conséquence que le développement du racisme pour le pire et de l'indifférence pour le mieux. L'accord de la Honte signé entre l'Union Européenne et la Turquie s'appuie sur cette indifférence médiatiquement et politiquement construite. Il a comme conséquence logique inévitable : la banalisation des rafles et des camps c'est-à-dire un "ensauvagement de l'Europe".

** d'autres média comme Le Monde, La Vie, La Croix et la presse militante comme Médiapart et La Rotative à Tours permettent de combattre la désinformation permanente de ceux qui collaborent avec les pouvoirs économiques, financiers et militaires*

*extraits de l'article de Saïd Bouamama
7 avril 2016*

La résistance citoyenne s'organise

Dans tous les pays d'Europe de simples citoyens sauvent l'honneur et montrent la voie d'une solution digne : pêcheurs et habitants de Lampedusa et de Lesbos, associations et réseaux de soutien aux migrants, foyers d'hébergement laïques ou religieux, artistes et intellectuels, nombreuses paroisses (protestantes et catholiques) d'Allemagne notamment à Tours aussi, de simples citoyens montrent la voie d'une solution digne.

Les bénévoles de Chrétiens-Migrants, d'Emmaüs 100 pour Un, des particuliers et des paroisses logent au moins 25 familles. (Emmaüs 100 pour Un réunit 650 donateurs et va ouvrir son 6ème logement).

Ils ont lancée début janvier la Table de Jeanne

Marie qui, avec les personnes invitées, confectionne et sert 30 à 40 repas chaque jour.

Le Réseau Welcome en cours de lancement a réuni plus de 60 personnes qui se sentent concernées par l'accueil chez eux des demandeurs d'asile.

De même il faut entendre les jeunes du Lycée Notre Dame la Riche de Tours qui témoignent de ce qu'ils ont vu et ressenti à Lampedusa où ils ont rencontré les témoins permanents des drames de Méditerranée.

Les 176 chrétiens d'Orient reçus dans notre département sur les 1500 à 2000 arrivés en France témoignent tous des conditions exceptionnelles de leur accueil en Touraine eux aussi sont l'exemple qu'une autre politique est possible.

Cent personnes pour un toit

En Touraine, l'association Emmaüs Cent pour Un fait le pari de la solidarité. Elle offre un logement aux familles sans logis et les aide à s'insérer.

"Ce mois-ci, cela fait cinq ans." Artur fait le compte des années qu'il a passées en France. Cinq ans, la durée nécessaire pour pouvoir être régularisé. Menacé de mort en Arménie, Artur est arrivé à Tours en avril 2011 avec sa femme Elina (leurs prénoms ont été modifiés), enceinte de leur petite dernière, et avec leurs deux fils. Déboutés du droit d'asile, ils ont pu être hébergés dans un centre médico-social au moment de l'accouchement. Mais après la naissance, il a fallu libérer la place. "J'ai demandé de l'aide partout ! J'étais désespérée, c'était l'hiver, il faisait froid... Avec mes deux enfants et mon bébé...", raconte la mère d'une voix tremblante.

C'est alors qu'Artur et Elina rencontrent l'association Emmaüs cent pour un, fondée en 2010 par Jeannette et Philippe Garnier, retraités, avec un petit groupe d'amis. Le principe : cent adhérents s'engagent à cotiser 5 € par mois pendant deux ans pour sortir une famille de la rue et la loger, le temps qu'elle retrouve son autonomie. Avec plus de six cents adhérents, l'association prend en charge cinq familles, qu'elle accompagne dans leur réinsertion. Le concept a essaimé à Mulhouse, à Troyes, à Quimperlé... Jeannette, aujourd'hui veuve, se dévoue toujours au service des familles recueillies.

"Nous n'avons pas le droit de lever les bras avec un air d'impuissance et de passer à autre chose ! On

peut arriver avec des petits moyens et les mettre en commun", soutient Élisabeth Hy, adhérente depuis trois ans. "Ce n'est pas parce que ce que nous faisons est petit et modeste qu'il ne faut pas le faire, abonde Jeannette. Si cela permet à des gens de se réveiller ailleurs..." Car cette petite dame de 85 ans ambitionne d'alerter les pouvoirs publics sur la situation dramatique de "ces frères en humanité". Ces derniers ne font pas que recevoir ; Artur est compagnon d'Emmaüs, il réceptionne et trie les marchandises. Elina, très douée pour les langues, met ses talents d'interprète au service d'une association d'aide aux migrants. Leur souhait le plus cher dès l'obtention de leur titre de séjour : sortir du dispositif et devenir autonomes.

"Quand on est arrivés, l'appartement n'était pas meublé, mais l'essentiel, c'était les murs."

(Emil, Nathalie et Mark, les enfants d'Elina et Artur)

"On peut partager le peu qu'on a. Les petits ruisseaux font les grandes rivières."

(Élisabeth Hy, adhérente)

"L'ennui, c'est l'indifférence et les préjugés. On ne peut pas s'habituer à voir des familles dormir dans la rue."

(Jeannette Garnier, fondatrice)

contact : Jean-Luc Morigny / 06 83 49 11 84

emmauscentpourun-tours@orange.fr

www.emmauscentpourun.org

Sixtine Fourmerault - La Vie n°3686
du 21 au 27 Avril 2016

Dans le quartier Velpeau, une association donne des repas à ceux qui n'ont rien

Depuis plusieurs mois, la Table de Jeanne Marie sert des repas gratuitement à celles et ceux qui sont laissés à la porte des dispositifs d'aide sociale de Tours.

L'association s'est installée dans les anciens locaux d'une entreprise de parquets, dans un coin de la place Velpeau. Seule une feuille blanche scotchée sur la porte vitrée permet de comprendre

qu'on est arrivé. Pour une bonne part, les gens qui viennent là sont des exilé-es, demandeurs d'asiles ou non.

La Table de Jeanne-Marie est née d'un constat : pour les personnes sans ressources, qui vivent dans la rue ou sont hébergées dans des foyers qui ne les accueillent que le soir, il est souvent extrêmement difficile de s'alimenter.

Ici, on propose tous les jours un petit-déjeuner et un repas chaud à midi. Tout le monde y va de son coup de main, pour éplucher les légumes ou faire la vaisselle.

Pas besoin de montrer patte blanche, il suffit d'adhérer à l'association pour partager un repas ou un café dans l'une des deux salles qui composent le local. Contrairement à ce qui se pratique dans d'autres lieux, qui demandent par exemple un euro de participation aux personnes qui veulent déjeuner histoire de les "responsabiliser", la Table de Jeanne-Marie ne demande aucune participation financière aux personnes qui viennent manger - même si elle ne refuse pas la participation de ceux qui en auraient la possibilité. Depuis le début, les locaux de l'association ne désespèrent pas. Ces jours-ci, 30 à 40 personnes y mangent quotidiennement.

L'association propose aussi aux personnes qui fréquentent le lieu de s'y installer pour boire un café et passer le temps. Car entre deux rendez-vous administratifs, les exilés ne disposent d'aucun espace d'accueil. Un homme explique : *"Si la Table n'existait pas, ce serait vraiment difficile pour nous"*.

Autour d'une grande table, une dizaine de personnes finissent leur salade de betteraves en discutant. Parmi eux, une femme enceinte et un jeune enfant. Certains ont une place en foyer, d'autres sont hébergés par des amis, quelques-uns dorment dans la rue. Ces derniers passent souvent une partie de leur soirée à la gare ; quand elle ferme, à minuit, *"il faut trouver un endroit où se cacher pour dormir"*. L'un des hommes confrontés à cette situation prend un ton grave : *"La situation est terrible"*. Pour ceux qui dorment dans la rue faute de places d'hébergement, le repas proposé à la Table est souvent le seul qu'ils avaleront jusqu'au lendemain.

Comme d'habitude, le 115, le numéro d'urgence destiné aux personnes sans hébergement, ne peut répondre à toutes les demandes. C'est ce dont témoigne Fiji, bientôt 19 ans, qui dort dans la rue depuis plusieurs jours. Comme Camara, un Guinéen du même âge, il vient déjeuner à la Table de Jeanne-Marie tous les midis.

Au fil de la discussion, les exilés témoignent des difficultés auxquelles ils sont confrontés au quotidien. L'un d'eux raconte que, pour obtenir un premier rendez-vous avec l'assistante sociale de la Croix-Rouge, il faut parfois se présenter devant les locaux de la rue Bretonneau avant 4h du matin, histoire d'être sûr de figurer parmi les premiers dans la file d'attente. Un autre évoque les tickets d'une valeur de six euros distribués par la Croix-

Rouge, qui permettent d'acheter de la nourriture dans les supermarchés du centre ville : tout le monde n'y a pas droit - les demandeurs d'asile sont exclus du dispositif -, ils sont distribués en quantité limitée, et on ne peut en avoir plus de deux par mois, soit douze euros pour trente jours. Les camions de la Croix-Rouge ou de l'Entraide ouvrière qui stationnent devant la gare de Tours le soir avant de partir en maraude proposent seulement des sandwiches. Généralement, les femmes seules ou avec enfants n'osent pas y aller : elles ont peur d'attendre la nuit parmi de nombreux hommes dont certains sont fortement alcoolisés. Certains hommes sont également réticents : les engueulades devant le camion peuvent parfois dégénérer, et ils craignent d'être embarqués par les flics.

A Velpeau, côté cuisine, trois bénévoles s'activent pour préparer les plats et relancer la cuisson du riz. Entre deux casseroles, Céline nous explique que, parmi les personnes qui fréquentent l'association, certains ont un titre de séjour qui ne les autorisent pas à travailler : *"On les précarise à l'extrême !"*.

Les repas sont préparés en bonne partie grâce à des dons, ou des récupérations de denrées provenant de deux épiceries sociales. Certains bénévoles mettent la main à la poche pour acheter ce qui manque. Les cotisations versées par certains membres de l'association permettent de payer le loyer du local et les charges, mais pas beaucoup plus.

Dans ce quartier situé entre la voie de chemin de fer et l'autoroute, l'association a été bien accueillie par les riverains. Céline évoque les "beaux gestes" de certains voisins : un boulanger donne ses pains invendus ; un poissonnier du marché Velpeau offre des poissons le jeudi ; le dimanche de Pâques, un pâtissier a apporté deux énormes gâteaux ; le restaurant marocain situé sur la place a offert un couscous pour 30 personnes.

La Table de Jeanne-Marie est ouverte tous les jours à partir de 10h30.

Pour aider la Table de Jeanne-Marie, vous pouvez :

- apporter des denrées alimentaires (riz, pommes de terre, poulet, thé, café, sel), des produits d'hygiène (shampooing, gel douche, brosse à dents, dentifrice, rasoir, serviettes hygiéniques) ou des produits d'entretien ;

- adhérer à l'association ou faire un don : La Table de Jeanne-Marie, 43 rue des Abeilles, 37000 Tours

*La Rotative
21 avril 2016*

contact : cercledesilence-tours@orange.fr

Le cercle de silence de Tours se réunit chaque mois à l'appel de Chrétiens-Migrants, LDH 37, RESF 37, Pastorale des Migrants, CCFD-Terre Solidaire, Rencontre Entraide Protestante, ACAT, CIMADE, EELV Touraine, NPA, ATTAC, Amnesty International 37, Collectif Palestine 37, et des individus en lutte...

Prochain Cercle de silence : mardi 31 mai 2016